

La grève monte, Charles Michel reste inflexible

Le mouvement social ne s'est pas affaibli, ce mardi, à l'occasion de la journée de mobilisation pour la défense des services publics. Grèves, cortèges et arrêts de travail ont marqué le pays, surtout la partie francophone.

1 La grève a été mieux suivie en Wallonie et à Bruxelles. Les tendances de ces derniers jours se sont vérifiées : les actions ont surtout touché le sud du pays. C'est particulièrement visible à la Poste. Le courrier a été distribué normalement en Flandre, alors que les boîtes aux lettres sont restées vides presque partout en Wallonie. Grève à deux vitesses aussi à la SNCB : à l'heure de pointe, la moitié des trains circulaient en Flandre, alors que le trafic demeurait paralysé en Wallonie. Les perturbations ont en revanche été plus limitées dans l'enseignement et, là aussi, les annulations de cours ont été observées essentiellement dans la Fédération Wallonie-Bruxelles. Enfin, la grève s'est poursuivie dans les prisons de Bruxelles et de Wallonie. Quelques manifestations ont également été organisées, à Gand, Mons, Namur et Bruxelles. Dans la capitale, le cortège comptait 8.000 à 12.000 personnes. Il faut dire que la grève des trains a dépeuplé le défilé.

2 Le mouvement va se poursuivre. Dès mardi matin, le président de la CGSP, Michel Meyer, indiquait sur La Première que le mouvement allait se poursuivre, côté francophone. « *Tant que la politique du gouvernement restera la sienne, il y aura des actions. Ce sera de la guérilla et s'il le faut, nous irons au finish. S'il le faut, toute la fonction publique débraiera pour faire plier le gouvernement sur la politique des services publics* », a-t-il dit. Dans l'après-midi, les premiers débrayages étaient annoncés : en Wallonie, les bus des TEC ne rouleront pas. A Bruxelles, en revanche, aucune perturbation n'était annoncée à la Stib. Grève aussi à la SNCB : la CGSP cheminots poursuivra le mouvement ce mercredi. Les cheminots flamands ont annoncé dans un premier temps qu'ils suivraient, mais ils ont retiré leur préavis en fin d'après-midi, parce qu'il n'était pas légal. Les trains devraient donc rouler en Flandre, comme ce fut le cas ces derniers jours. On devrait donc, de nouveau assister, ce mercredi, à des débrayages en Wallonie sans écho en Flandre.

3 Le gouvernement réagit avec fermeté. L'extension du mouvement d'humeur n'a pas modifié les lignes co-

gnitives gouvernementales. La réaction a été très ferme, et en trois temps. Un : au Parlement, les discussions ont avancé concernant l'instauration d'un service minimum à la SNCB. Deux : les cheminots qui ont participé à la grève sauvage de ces derniers jours seront sanctionnés d'une réprimande et d'une amende de 12,50 euros, conformément au protocole signé entre les syndicats et la direction de l'entreprise. Et trois : le Premier ministre, Charles Michel a publié un communiqué sans équivoque intitulé « *Au travail !* ». Il évoquait non seulement la reprise du travail des grévistes. « *Le Premier ministre rappelle que le droit de grève n'est pas absolu et appelle au respect de la liberté de cir-*

LOUIS, ÉTUDIANT

Mercredi dernier, en apprenant le débrayage inopiné des cheminots, Louis Bokiau, étudiant en sciences informatiques à l'UCL, a décidé de quitter la maison parentale à Genval pour s'installer dans un logement en colocation à Louvain-la-Neuve, le temps des examens. « *J'ai eu la chance de profiter d'une opportunité : un des locataires est retourné chez ses parents durant la session de fin d'année. Du coup, je bénéficie de sa chambre. Sinon, faute de trains, j'aurais dû demander à mes parents de me conduire tous les jours en voiture à l'université. Ça aurait été pénible pour toute la famille. Surtout ce mardi matin : j'ai passé un examen à 8h30 du matin...* » Louis se plaît chez ses hôtes et ne voit aucun inconvénient à vivre hors du foyer parental durant cette période particulière. « *J'ai pris des vêtements en suffisance, je m'entends bien avec les autres colocataires et je reste en contact régulier avec mes parents.* »

JULIEN BOSSELER

culer et de travailler pour des millions de citoyens et d'étudiants qui ont besoin de se déplacer.» Mais aussi la poursuite des travaux du gouvernement. « *Ces premiers résultats ne suffisent pas. Le chemin est encore long. Plus que jamais nous devons serrer les rangs et tous travailler dans la même direction pour favoriser la création d'emplois. C'est encore plus vrai après les attentats du 22 mars qui ont fait du tort à notre économie. Ne scions pas la branche sur laquelle le pays est assis. Le dynamisme économique et la création d'emplois nécessitent de la stabilité.* » Le Premier ministre a répété cette ligne de conduite à la télévision en soirée, rappelant l'importance des réformes pour préserver le pouvoir d'achat et en indiquant qu'il était à l'écoute des protestations. Sans modification de cap. « *Non, le pays n'est pas divisé. Mais il y a des modes d'expression différents* », a-t-il aussi indiqué. Le vice-Premier VLD, Alexander De Croo a, lui aussi, réagi avec fermeté, proposant dans un tweet qu'un partenaire privé fasse son entrée au capital de la SNCB. Interrogé sur RTL-TVI, le Premier ministre, Charles Michel, a indiqué que la recherche d'un partenaire n'était pas à l'ordre du jour. De son côté, fidèle à sa stratégie des derniers jours, la N-VA n'a pas fait feu du bois communautaire. En radio, mercredi matin, Bart De Wever n'a eu qu'une petite phrase au cours de son interview : « *Je n'ai pas l'impression que la volonté de faire grève est énorme en Flandre.* » Il a, pour le reste, appelé le gouvernement à poursuivre ses réformes. Son parti a aussi lancé une campagne d'opposition à la grève sur Twitter, « *Genoeg gestaakt* », assez de grèves, mais elle ne visait pas les francophones. Mardi soir, la dominante restait donc le dialogue de sourds, avec un Nord opposé à la grève, et un Sud enclin à la poursuivre coûte que coûte. ■

BERNARD DEMONTY

L'IMAGE

Drôle de potence

Charles Michel pendu sur la Grand-Place de Mons... Les manifestants de la CGSP hennuyère ont le sens du (mauvais) buzz. L'image du mannequin à l'effigie du Premier ministre, sacrifié sur une potence a fait le tour des réseaux sociaux. Le mauvais goût au service d'un slogan, la fin du gouvernement ? Sans aucun doute. Même s'il ne s'agit pas, loin s'en faut, d'une première, le « folklore » manifestant nous ayant déjà donné à voir, les jours de cortège, des jeux de massacres, des ballets rexistes, des revolvers ou des cercueils. Reste que, dans une société déboussolée par le chaos qui s'installe, la mise en scène était assurément dispensable. « *Le retour au Moyen Âge qu'ils disaient* », n'a pas manqué de tweeter le porte-parole du MR, allusion aux critiques formulées sur la loi Peeters par un certain... Elio Di Rupo. Lequel est aussi bourgmestre de Mons, là où le gibet était dressé. Une fausse coïncidence ? « *Nous n'étions même pas au courant, insiste le porte-parole du maître. Le syndicat a négocié l'horaire et l'itinéraire de la manifestation avec la police.* » Quid de l'installation de la potence ? « *Ils avaient demandé l'autorisation* », confirme-t-on à l'hôtel de ville montois. A la CGSP, personne ne souhaitait commenter cette mise en scène. Charles Michel a réagi au micro de RTL en ces termes : « *Moi, j'ai le tempérament et le caractère pour relativiser cela. Mais j'ai aussi un fils de 11 ans et j'espère qu'il ne verra pas cette image.* »

V.L.A.

1990 Quand les enseignants firent reculer le pouvoir politique

Plus nos moyens sont petits, plus vos petits seront moyens... » Les enseignants ont le sens de la formule. Et ils le montrent à profusion, en cette belle année 1990, en dressant des calicots inspirés (et souvent drôles...) que l'on aura l'occasion de voir, voir et revoir. C'est que la protestation des enseignants de 1990 sera d'abord un modèle d'endurance - elle durera du printemps à l'hiver. Et les annales sociales la retiennent comme l'un des rares mouvements sociaux contemporains, d'ampleur, à avoir fait reculer un gouvernement.

Le contexte : en 1989, l'école est transférée du « pouvoir central » aux Communautés. Et, s'agissant d'elles, la Loi de janvier 1989 qui organise l'alimentation financière des différents pouvoirs a calculé trop court. En un mot : à peine « communautarisée », l'école étouffe.

A l'automne 1989, c'est l'étonnante. Réunis en Comité A, les pouvoirs publics (Etat, Régions, Communautés, communes, provinces) décident d'accorder une augmentation de 2 % à l'ensemble des fonctionnaires du pays. Un os : le gouvernement de la Communauté française annonce à ses agents (dont les enseignants...) qu'il n'a pas les moyens d'honorer cet engagement, sauf à élarger l'emploi ou à réduire les subsides des écoles.

Des mois de vaines rencontres

Le conflit démarre. Longtemps, la querelle se réduit à un dialogue de sourds entre les syndicats et l'exécutif communautaire PS-PSC (alors présidé par Valmy Féaux). De premières manifestations ont lieu en novembre 1989 - elles sont tièdes et claires. La protestation ne s'épanouit qu'au printemps, après des mois de vaines et usantes rencontres entre l'exécutif et les leaders syndicaux - Régis Dohogne (CSC) et Jean-Marie Ansciaux (CGSP). Le mouvement est encouragé par les directeurs du libre (qui redoutent des réductions de subsides), soutenu par le Secrétariat national de l'enseignement catholique (le Sniec, ancêtre du Segec) et boosté

par les collectifs enseignants qui se créent spontanément.

Débordés, les syndicats entrent dans l'action. De premières grandes manifestations ont lieu en avril. Mais le mouvement s'enflamme réellement en mai. Des grèves spontanées éclatent. Provoquée par un différend d'ordre salarial, la contestation a lentement tourné en questionnement global sur le rôle de l'école et son fonctionnement. Et, désormais, les syndicats demandent davantage que le fameux bonus de 2 %. Ils exigent des améliorations dites « qualitatives » de leur métier - notamment en termes de formations. Et, par-delà, ils exigent que le fédéral « refinance » les Communautés.

Bref : le mouvement est devenu plus... gourmand.

Les examens de juin annulés

Les manifestations s'enchaînent, jusqu'à l'usure. La grève, elle, touche principalement le secondaire. Certaines écoles débrayent des semaines durant, jusqu'à zapper les examens de juin. Le mouvement est facilité par ce qu'on appelle les « piquets croisés » - les profs de l'école A bloquent l'école B et réciproquement : pouvant ainsi se déclarer « empêchés » de travailler, les grévistes évitent les retenues salariales, ce qui permet au mouvement de durer à l'infini.

L'été refroidit les ardeurs. A la rentrée scolaire, le soufflé est retombé. Le 27 septembre, à l'appel du front commun, les enseignants manifestent à Namur. Le cortège se heurte aux forces de l'ordre. L'incident relance illico le mouvement. Les grèves et manifestations reprennent, plus après, moins festives qu'au printemps. Leur répétition ulcère citoyens et parents. C'est l'épreuve de force. Elle atteindra son point culminant en novembre, quand les associations de parents réussirent à rassembler plus de 40.000 manifestants sur les boulevards de Bruxelles.

Le pouvoir politique ne reste

pas les bras ballants. Pour se donner de l'air, la Communauté tape de l'argent aux Régions, tandis que l'exécutif multiplie des propositions d'accord... que les syndicats rejettent les unes après les autres. Il faut attendre novembre 1990 pour que les présidents du PS et du PSC, Guy Spitaels et Gérard Deprez, dé-

lient les cordons de la bourse, revalorisent les salaires tout en promettant d'épargner l'emploi. Épuisés, à défaut d'être vraiment heureux, les enseignants déposent les armes. C'est la fin.

On l'a dit : d'une longévité et d'une vigueur sans précédent, ce mouvement a fait plier le politique, d'abord résolu, et solidement, à ne pas lâcher un kopek.

Avec le recul, on peut estimer que cette victoire n'était qu'un sursis et qu'elle s'est payée comptant plus tard - en 1995, quand la Communauté fusionne les écoles supérieures et en 1996

quand elle efface 3.000 postes au secondaire. Dans les deux cas, la protestation est vigoureuse. Dans les deux cas, le politique

l'emporte.

Mais l'impact de 1990 doit s'apprécier dans la durée. Les syndicats demandent que le pouvoir central rectifie la Loi de financement qui asphyxie la Communauté. PS et PSC refusent sèchement, de peur d'engager une nouvelle réforme de l'Etat qui les mettrait en position de demandeurs vis-à-vis des Flamands.

On desserre l'étai

Impliqués dans la réforme de l'Etat de 1992, les écologistes forcent un premier (petit) refinancement. En 2001, la majorité libérale-socialiste-écologiste desserre définitivement l'étai en rectifiant plus résolument la Loi de financement. La Communauté respire. Bien sûr, on peut toujours estimer que ces opérations ont été insuffisantes. Sans elles, et pour paraphraser ce slogan-phare de 1990 rappelé plus haut, nos petits seraient vraiment très, très, très moyens. ■

PIERRE BOUILLON

MORATOIRE

L'appel de Benoît Lutgen : « Drapeau blanc ! »

Le président du CDH mesure « la gravité des événements, les conditions dramatiques dans les prisons, la situation intenable pour les étudiants,

pour l'économie du pays - la sidérurgie ne sait plus expédier sa production... -, les risques de débordements dans les actions sociales... ». Dès lors ? « J'appelle à observer une trêve, de quinze jours, ou trois semaines, pendant laquelle gouvernement et organisations syndicales se retrouveront à la table pour rechercher des solutions constructives, et après ce délai, chacun avisera. Mais là, il faut faire un pas de

chaque côté, c'est impératif ». Benoît Lutgen précise : « Ce moratoire consisterait à stopper les grèves comme à suspendre les dernières mesures qui heurtent les services publics et leurs travailleurs ».

Le président du CDH renchérit : « Attention au blocage du pays ! Il est temps de hisser le drapeau blanc ! L'escalade de chaque camp avec des décisions vexatoires, des déclarations déplacées et des actions

sauvages doit marquer un temps d'arrêt, au risque d'entretenir une paralysie catastrophique et permanente de la Belgique. »

Le centriste-humaniste conclut : « Cet appel, c'est le Premier ministre qui devait le lancer... Pour ma part, dans l'opposition au fédéral, je prends mes responsabilités, car je vois l'urgence pour le pays, et sa population entière ».

DAVID COPPI

La N-VA n'en demandait pas tant

En France, les sondages indiquent un mécontentement croissant de l'opinion contre le gouvernement, jugé responsable du chaos social. La suédoise pâtit-elle aussi de l'escalade actuelle ? Tout dépend, en réalité, des partis.

Au balcon

Sous leur forme actuelle, les actions de grève ravissent la N-VA : majoritairement francophones, désordonnées, génératrices de perturbations... De l'aveu même des nationalistes flamands, leur parti est au balcon : « On a toujours dit qu'il y avait deux démocraties dans ce pays, nous précisons dans les rangs, tout le monde le voit clairement aujourd'hui, ce qui nous renforce dans notre projet confédéraliste, même si nous ne voulons pas faire du communautaire avant 2019 ».

Un observateur flamand recoupe : « Le régime d'économies budgétaires, auquel la N-VA tient énormément, met surtout la pression sur le sud du pays puisque c'est là que le syndicalisme est le plus fort historiquement, sur la Wallonie en particulier. Bart De Wever sait cela, il sait que ça va réagir de ce côté... Ses plans se réalisent en quelque sorte, on a la preuve que la Belgique, ça ne marche plus, qu'il va falloir évoluer vers plus d'autonomie pour chacun ». Le même complète : « Les derniers sondages étaient alarmants pour la N-VA, ils avaient montré qu'après la crise des réfugiés et le terrorisme, le Vlaams Belang récupérait des électeurs, mais là, avec les grèves sauvages, on a un fait nouveau, on revient sur le socio-économique, très lié au communautaire, ce qui permet à la N-VA de reprendre le leadership dans le discours politique à droite ». Pour autant, le sentiment de mauvaise gestion de l'Etat, peut-il

s'avérer dommageable à terme pour le parti qui se réclame de l'ordre et de la méthode ? « Pour l'instant, la Flandre est préservée, les réactions anti-syndicales et anti-wallonnes dominent, la N-VA peut se réjouir au moins dans un premier temps ».

Dans l'arène

La N-VA au balcon, le MR dans l'arène... Le conseil général du parti, lundi matin, a été l'occasion pour une série de députés de faire part de leur inquiétude. « Nos militants sont nerveux, les gens autour d'eux attaquent le gouvernement, ils ne savent

pas toujours comment réagir à ça, nous devons en être conscients ». C'est que les bleus sont « exposés directement et indirectement », souligne-t-on par ailleurs au sein du parti. Directement : « Ce n'est bon pour aucun parti d'avoir tout le monde sur le dos, or c'est un peu l'impression qui domine ». Indirectement : « Les problèmes sociaux surviennent après les attentats, après la crise des tunnels à Bruxelles, etc., ce qui peut avoir des conséquences économiques, enrayer la croissance, qui est le but poursuivi par les réformes du gouvernement... On craint cette détérioration au MR. On a de bons résultats - moins de faillites, plus de compétitivité -, mais on sait que si on n'arrive pas avec des résultats économiques plus évidents que cela avant la fin de la législature, ça retombera sur nous électoralement. Ce n'est pas une angoisse, mais il y a un peu de tension, c'est un fait ». La parade en attendant les bons indicateurs économiques ? « Produire un gros effort de pédagogie, expliquer ce que nous faisons, démonter les contre-vérités, les gens comprendront », croit savoir un libéral-réformateur. Ce qui

donne chez Olivier Chastel : « On reproche parfois au gouvernement de ne pas avoir une vision claire ? Justement, il en a une, ambitieuse, ce qui peut susciter des interrogations face au changement, des peurs, d'où l'importance d'expliquer ». Pas simple. « Personne chez nous ne croit qu'on va récupérer d'un coup sec les citoyens mécontents, ponctue un élu. Il faut un travail de fond ».

Dans le doute

Au CD&V, en coulisses, certains commencent à douter. Officiellement, on ne s'inquiète pas : ni des mauvais sondages, ni de voir Kris Peeters tête de Turc des manifestants, ni de constater l'échec des négociations menées par Koen Geens. Et, surtout, pas question de changer de ligne : les réformes lancées par la suédoise sont « nécessaires ». Même la communication n'est pas remise en cause. Le CD&V s'étonne presque de la question, sur l'air « nous ne manquons pas d'arguments, nous les expliquons sans cesse dans les médias ». En vain ? « Parfois, on ne nous entend pas. Les partenaires sociaux ne disent qu'une partie des choses. Mais on fait le pari que les citoyens vont nous comprendre. Ce qu'il faut, c'est relancer le dialogue ». Pas sûr que cela suffira à redresser le CD&V, à la peine dans une majorité dont il devait incarner l'aile sociale. Encore moins à lui assurer un bilan susceptible de convaincre les électeurs - dernier espoir : une fiscalité « plus juste », que Kris Peeters dit vouloir négocier lors de l'exercice budgétaire de juillet. Une promesse qu'il faudra vendre au VLD, parti le moins exposé de la coalition dans le chaos actuel. ■

DAVID COPPI
VÉRONIQUE LAMQUIN

TROIS COLLÈGUES

« Du covoiturage, c'est plus convivial »

Pour ces trois collègues du service des travaux de l'administration communale etterbeekoise, c'est devenu une habitude : dès que les transports en commun sont paralysés, comme le 22 mars dans la foulée des attentats de Zaventem et de Bruxelles, Samuel Renaud (Namur), Vincent De Vadder (Ottignies) et Daniel Herent (Wavre), s'organisent pour ne prendre qu'une seule

voiture à destination de Bruxelles. « C'est plus convivial, cela contribue à réduire le nombre de véhicules sur la route et c'est moins cher, explique Samuel. Nous ne calculons pas précisément nos frais : nous assurons la conduite dans notre propre voiture à tour de rôle. Ce mardi, nous sommes donnés rendez-vous à la sortie de l'autoroute à Wavre. D'autres collègues de notre service participent à ce système de covoiturage. Cela demande juste de l'organisation et une adaptation des horaires. »

J.B.O.

service public Les agents réclament le respect

La marée verte des manifestants flamands et francophones du syndicat chrétien a déferlé sur les grands boulevards de la petite ceinture bruxelloise. Ils étaient 8.000 selon la police, 12.000 selon les syndicats. Parmi eux des agents des administrations, des pompiers, des policiers, des représentants de la CSC Transcom mais surtout des fortes délégations d'enseignants, majoritairement néerlandophones, ont exprimé leur ras-le-bol à l'égard de mesures gouvernementales qu'ils jugent antisociales et dangereuses pour la survie des services publics.

« Assez ! Genoeg ! Moins de pensions ? Plus de salaires ! » « Papy, c'était quoi une pension ? » : les banderoles affichent la rancœur des marcheurs, au milieu des pétards et des semonces lâchées par les syndicalistes : « Arrêtez vos mensonges. De l'argent, il y en a. Ne le cherchez pas chez les plus faibles mais dans les caisses du Panama ».

En tête de cortège, Alphonse Vanderhaeghe, vice-président de la CSC (Service Publics) nous confie son espoir : « Le gouvernement doit venir vers nous avec des propositions. C'est urgent. Voyez la situation dans les prisons, les chemins de fer, la Fonction publique. Ce n'est pas un malaise qui s'exprime, c'est le constat de l'état dramatique de la fonction publique. Nous ne sommes pas ici pour faire tomber un gouvernement choisi par les citoyens il y a deux ans. Cet objectif, c'est celui des anarchistes. La majorité ne peut faire la sourde oreille. Il se doit de restaurer le système. Vous savez, on n'a jamais vu le premier ministre en Comité A – l'organe de concertation de l'ensemble de la Fonction publique NDLR- où il délègue son chef de cabinet. Il n'y a aucune concertation : le gouvernement passe systématiquement en force. »

Beaucoup de néerlandophones

Dans le cortège, les néerlandophones étaient aussi nombreux – sinon davantage – que les franco-

phones : « Il faut arrêter de dire que les Wallons manifesteraient plus que les Flamands. Ni qu'ils sont plus gréviculteurs que nous. La preuve, c'est qu'au nombre de jours de grève, les Flamands qui remportent la palme. Ce qui est vrai, c'est que le Wallon a tendance à réagir au quart de tour. Les Flamands le font avec un

temps de retard. Mais nous avons les mêmes revendications : le respect du statut du fonctionnaire et le refus de la pension à 67 ans, notamment » nous confie Giuseppe Calatabiano, dans un accent très limbourgeois. Il travaille comme fonctionnaire à Genk.

Bernard Van den Daele donne cours à Deinze : « Je ne viens pas souvent manifester. Je ne suis pas loin de la pension mais là, je me dois d'être présent pour exprimer ma colère contre cette politique néo-libérale qui se moque de la concertation et accroît les inégalités. Dans les écoles en Flandre, le fossé entre les enfants défavorisés et les autres se creuse encore. C'est inacceptable. »

14 heures. Le cortège a atteint l'Albertine, point de dislocation de la manifestation. Les leaders syndicaux prononcent leur discours : « Les services publics ne sont pas une variable d'ajustement mais une source d'espoir, d'investissement, au service de toute la population, lance Eugène Ernst, secrétaire général de la CSC Enseignement. Nous ne voulons pas que les jeunes soient obligés d'attendre avant de trouver du travail parce qu'on nous fera crever au boulot ! »

Quelques militants de la CGSP ont pris aussi part à la manifestation mais la plupart ont privilégié des actions en Wallonie. A Wavre, fief de Charles Michel, la CGSP Bruxelles avait donné rendez-vous à des délégations de divers services publics du Brabant Wallon et de la province de Namur. Au total, 400 enseignants, cheminots, postiers ou gardiens de prison ont répondu à l'appel. Des rouges mais aussi des verts de la CSC. ■

DIRK VANOVERBEKE (avec F.De.)